

# Le gouvernement US perd la bataille contre le changement climatique

Le 22 juillet 2022 par C.J. Polychroniou, Truthout <https://truthout.org/articles/chomsky-us-governments-nonresponse-to-climate-crisis-has-historical-precedent/>

C.J. Polychroniou est économiste politique/scientifique politique, auteur et journaliste. Il a enseigné et travaillé dans de nombreuses universités et centres de recherche en Europe et aux États-Unis. Actuellement, ses principaux intérêts de recherche portent sur l'intégration économique européenne, la mondialisation, le changement climatique, l'économie politique ainsi que la politique des États-Unis et la déconstruction du projet politico-économique du néolibéralisme.

Il contribue régulièrement à *Truthout* et est membre du Public Intellectual Project de *Truthout*. Il a publié de nombreux livres et plus de 1000 articles qui sont parus dans une variété de revues, de magazines, de journaux et de sites d'information populaires. Nombre de ses publications ont été traduites en plusieurs langues étrangères, notamment en arabe, chinois, croate, espagnol, français, grec, italien, néerlandais, portugais, russe et turc.

Ses derniers livres sont *Optimism Over Despair : Noam Chomsky On Capitalism, Empire, and Social Change* (2017); *Climate Crisis and the Global Green New Deal : The Political Economy of Saving the Planet* (avec Noam Chomsky et Robert Pollin comme principaux auteurs) ; *The Precipice : Neoliberalism, the Pandemic, and the Urgent Need for Radical Change*, une anthologie d'entretiens avec Chomsky publiée à l'origine sur Truthout et rassemblée par Haymarket Books ( 2021); et *Economics and the Left: Interviews with Progressive Economist* (2021).



**Des militants écologistes se rassemblent près du Capitole des États-Unis, le 6 juillet 2022, à Washington, D.C. (DREW ANGERER / GETTY IMAGES)**

La décision du sénateur Joe Manchin, baron du charbon, de bloquer le programme d'énergie propre de son propre parti représente un énorme revers dans la lutte contre la dégradation du climat. C'est d'autant plus dramatique que les États-Unis sont la seule grande économie au monde à ne pas avoir de politique climatique nationale. Bien sûr, ce triste état de fait n'est pas seulement dû à des gens comme Manchin, mais à la nature réactionnaire globale du paysage politique et économique du pays, comme le souligne Noam Chomsky dans cette interview exclusive pour Truthout.

En effet, les forces obscures qui sont à l'œuvre dans le monde contemporain des États-Unis sont si puissantes qu'elles peuvent étouffer les réformes même lorsque l'avenir de la planète est en jeu. Mais Chomsky soutient que, comme par le passé, le militantisme organisé — la mobilisation sur le terrain — peut offrir une porte de sortie même face aux situations les plus pénibles.

Noam Chomsky est professeur émérite du département de linguistique et de philosophie du MIT, professeur lauréat de linguistique [[Le titre de professeur lauréat est décerné aux universitaires les plus éminents en reconnaissance de leurs réalisations et de leur contribution exceptionnelle à leur domaine d'études et à leur université, NdT] et titulaire de la chaire Agnese Nelms Haury du programme sur l'environnement et la justice sociale de l'université d'Arizona.

Il est l'un des chercheurs les plus fréquemment cités dans le monde et un intellectuel reconnu considéré par des millions de personnes comme un trésor national et international, Chomsky a publié plus de 150 ouvrages sur la linguistique, la pensée politique et sociale, l'économie politique, l'étude des médias, la politique étrangère des États-Unis et les affaires mondiales.

Ses derniers livres sont *The Secrets of Words* (avec Andrea Moro ; MIT Press, 2022) (*Le mystère des mots, non traduit*) ; *The Withdrawal : Iraq, Libya, Afghanistan, and the Fragility of U.S. Power* (avec Vijay Prashad (*Le repli : Irak, Libye, Afghanistan, et la fragilité de la puissance américaine, non traduit*) ; The New Press, 2022) ; et *The Precipice : Neoliberalism, the Pandemic and the Urgent Need for Social Change* (avec C. J. Polychroniou ; Haymarket Books, 2021) (*Le Précipice : néolibéralisme, pandémie et urgence d'un changement social, non traduit*).



*Discours de Joe Biden sur les infrastructures au campus Flatirons du National Renewable Energy Laboratory à Arvada, dans le Colorado, en septembre 2021. (Evan Vucci/AP)*

C.J. Polychroniou : Noam, les États-Unis, de l'avis général, font un travail catastrophique en ce qui concerne la lutte contre la crise climatique. L'indice de performance environnementale, (<https://epi.yale.edu/epi-results/2022/component/epi>) élaboré par les universités de Yale et de Columbia, classe les États-Unis au 43e rang sur 180 nations quand on en vient aux performances couvrant le changement climatique, la santé environnementale et la vitalité des écosystèmes. En fait, les États-Unis sont la seule grande économie à ne pas avoir de politique nationale en matière de changement climatique, et la campagne de Biden en faveur d'un programme d'énergie propre est quasiment enterrée, notamment à cause de la détermination d'un seul sénateur à protéger son propre portefeuille d'investissement plutôt que l'avenir de la planète.

En outre, la Cour suprême a restreint l'autorité de l'EPA en matière de réglementation des émissions de gaz à effet de serre. Il est donc très clair que les États-Unis ne parviendront pas à atteindre l'objectif de réduction de 50 à 52 % des émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport aux niveaux de 2005. À mon humble avis, la question cruciale qui se pose est donc la suivante : Pourquoi les États-Unis sont-ils si exceptionnellement nuls face à la crise climatique ? Il doit y avoir une explication autre que l'influence de l'industrie des combustibles fossiles, non ?

**Noam Chomsky** : Beaucoup plus. On trouve certaines indications sur ce qui est en cours dans la décision de la Cour suprême concernant l'APE (*Agence de Protection Environnementale*). Tout d'abord, il n'y avait aucune raison pour que la Cour se saisisse de cette affaire, qui avait trait à une proposition de 2015 qui n'a jamais été mise en œuvre et n'est pas en vigueur.

On peut vraisemblablement supposer que la Cour a fait des pieds et des mains pour décider de se saisir de cette affaire dans le cadre d'une campagne à long terme visant à saper l'«État administratif» — c'est-à-dire à saper la capacité publique à restreindre un pouvoir privé rapace et, dans ce cas, destructeur. Ou, pour le dire plus crûment, la capacité de restreindre ce qu'Adam Smith appelait la "Vile Maxime" : «Tout pour nous et rien pour les autres», la maxime qui semble guider «les maîtres de l'espèce humaine ... à toute période de l'histoire du monde».

À son époque, les maîtres étaient les marchands et les industriels en Angleterre; à la nôtre, ce sont les institutions privées qui sont devenues à concentration de plus en plus forte et obscènement riches au cours de l'assaut néolibéral contre la population mondiale.

Les entreprises de combustibles fossiles en font partie, mais d'autres dans la stratosphère économique seront les bénéficiaires du démantèlement de l'État administratif, ce qui intensifiera considérablement la lutte des classes issue du néolibéralisme. C'est ce que nous risquons de voir dans les jours à venir si le GOP (les Républicains), par son extrême inféodation aux fortunes privées et au pouvoir des entreprises, étend son emprise déjà considérable sur la société.

La victoire sera cependant de courte durée. Ce n'est pas sans raison que, par le passé, le monde des affaires a régulièrement réclamé des réglementations et d'autres formes d'intervention de l'État pour se protéger des ravages causés par des marchés incontrôlés. Le principe non dissimulé qui sous-tend la Maxime Vile est que vous, les "unpeople" du monde [notion tirée du livre de Mark Curtis "Unpeople", ceux dont la vie a été jugée comme pouvant être sacrifiée, sans valeur, dans la conduite de la politique étrangère britannique, NdT], devez être jetés sur le marché pour y trouver un moyen de survivre. Nous, les maîtres, exigeons et recevons une ample protection de l'État providence.

La nécessité d'une «main visible» est beaucoup plus urgente aujourd'hui, alors que le monde se précipite vers la destruction de toute vie humaine organisée, l'étroite fenêtre de survie étant fermée par les maîtres et leurs serviteurs appartenant au système politique, se prélassant sous les applaudissements des adeptes les plus enthousiastes de la l'odieuse maxime.

Voilà qui laisse sans réponse la question plus essentielle : Pourquoi les États-Unis sont-ils si "exceptionnellement nuls" ? Il n'en a pas toujours été ainsi. Il est important de s'en souvenir. Ce qui se passe aujourd'hui rappelle de manière effrayante les années 1930, lorsque le système capitaliste étatique mondial s'effondrait, accompagné de nombreux «symptômes macabres», expression écrite par Gramsci, alors qu'il était enfermé dans les geôles de Mussolini. Les États-Unis représentaient alors une lueur d'espoir. Alors que l'Europe s'enfonçait dans la nuit fasciste, les États-Unis ouvraient la voie à la social-démocratie grâce à la renaissance d'un mouvement ouvrier militant, et à la bienveillance de l'administration.

Certes, une grande partie du monde des affaires était farouchement opposée à ces évolutions, attendant son heure pour pouvoir rétablir les règles commerciales qui, pour des raisons historiques que nous avons déjà évoquées, étaient exceptionnellement vigoureuses aux États-Unis. La Seconde Guerre mondiale a relégué ces conflits au second plan. Lorsque la guerre a pris fin, la campagne de démantèlement des hérésies sociales-démocrates a été entreprise avec détermination, mais elle n'a pas triomphé avant les années néolibérales, aidée en cela par des idéologues néolibéraux tout juste revenus de leur expérience auprès de la sinistre dictature de Pinochet.



**The US Donor Relief Act of 2017 (Source: Independent Commission Action for the Reform of International Corporate Taxation)**

Le sort du programme énergétique de Biden est également riche d'enseignements. Bien qu'il soit loin d'être suffisant, le programme était un grand pas en avant par rapport à tout ce qui l'avait précédé, en raison des grandes campagnes militantes et du mouvement Sanders.

Le coup de grâce a été porté par le baron du charbon Joe Manchin, qui n'avait cessé d'éroder le programme et qui a finalement déclaré qu'il n'accepterait rien de sérieux. Manchin a justifié sa position par ses craintes quant au déficit et à l'inflation. Peu crédible. En ce qui concerne le déficit, une façon de s'y attaquer est de revenir sur les réductions d'impôts profondément régressives des années néolibérales, culminant dans la seule réalisation législative de Trump : le Donor Relief Act de 2017, comme Joseph Stiglitz l'a appelé, un énorme cadeau aux très riches et au secteur des entreprises, poignardant tous les autres dans le dos.

Pour le GOP, c'est une ligne rouge à laquelle il ne faut pas toucher tout comme le financement de l'IRS (Internal Revenue Service) destiné à lui permettre de coincer les riches fraudeurs fiscaux. Manchin approuve cette ligne. Pas d'impôts pour les riches. Nous devons préserver l'une des grandes réussites des programmes néolibéraux : Pour la première fois en un siècle, les milliardaires paient des impôts à un taux inférieur à celui des travailleurs.

Et l'inflation ? Il n'y a aucun argument crédible qui relie le programme climatique de Biden à l'inflation mondiale. Et si Manchin était inquiet à ce sujet, il réclamerait un impôt exceptionnel sur les bénéfices des entreprises, une réduction du budget pléthorique du Pentagone, l'annulation des changements fiscaux fortement régressifs des années néolibérales, et bien d'autres choses encore.

Selon un rapport du Pew Research Center publié la semaine dernière, la plupart des Démocrates sont profondément insatisfaits de l'approche globale de Biden vis-à-vis de la crise climatique. C'est particulièrement vrai chez les jeunes Américains, ce qui laisse espérer que le cours du pays puisse changer dans un avenir proche. En tout état de cause, ne pourrait-on pas dire que le vaste plan des Démocrates pour lutter contre la crise climatique était voué à l'échec s'ils essayaient d'y parvenir par le biais d'accords en coulisses plutôt que de défendre la cause directement auprès des gens et des communautés dans tout le pays ?

Biden est injustement blâmé pour cet échec et les autres échecs de son programme législatif. La principale raison de ces ratés est la stratégie de Mitch McConnell : bloquer tout ce qui pourrait aider le pays, rejeter la faute des résultats désastreux sur les Démocrates, reprendre le pouvoir et aggraver le préjudice subi par la population tout en enrichissant encore plus l'électorat qui compte. Cette stratégie fonctionne.

Un parti reposant sur une base populaire et attaché au bien commun se serait organisé dans tout le pays, à partir des militants. Ce n'est pas le cas du parti Démocrate moderne. Cela aurait-il fait une différence? C'est difficile à dire. Aurait-il pu, par exemple, toucher la base électorale Républicaine, aujourd'hui sous l'emprise de leur leadership négationniste et du divin Trump?

Rappelez-vous les récents sondages (<https://mailchi.mp/yale/new-study-romantic-couples-and-climate-change-2622657?e=d2b4e70d0d>) qui montrent que, face à un choix de 29 sujets de préoccupation pour les prochaines élections, les Républicains modérés ont placé le changement climatique en 28e position, tandis que les autres le plaçaient en 29e position. Il est difficile de passer outre.



**Au péage de l'A36 près de Baume-les-Dames (Doubs), vendredi 23 novembre 2018 (ARNAUD FINISTRE / HANS LUCAS POUR LE MONDE)**

Difficile, mais pas nécessairement impossible. Il est utile de rappeler le slogan des Gilets jaunes: «Les élites parlent de fin du monde, quand nous, on parle de fin du mois». Lorsque les gens sont préoccupés par la manière de survivre dans un environnement précaire, il n'est pas très utile de leur dire que les scientifiques, dont ils se méfient de toute façon, prédisent des conséquences désastreuses pour l'avenir.

Il est certain que ce n'est pas pour autant que le message devrait être supprimé. Les gens se soucient de leurs petits-enfants. Mais on devrait également montrer comment on peut avoir une vie meilleure et de meilleurs emplois dès maintenant en cessant de détruire l'environnement qui entretient la vie pour en créer un meilleur. Et cela, dès maintenant. Je voudrais de nouveau me référer au travail remarquable de Bob Pollin, qui relève tout à la fois d'une analyse scrupuleuse et d'un engagement direct sur le terrain.

Le président Joe Biden a déclaré qu'il utiliserait ses pouvoirs présidentiels pour affronter l'urgence climatique. Depuis George Washington tous les présidents ont fait usage de leurs pouvoirs exécutifs à diverses fins, mais on ne sait pas vraiment ce que Biden a en tête en matière de politique climatique. Il pourrait, par exemple, prendre un décret pour mettre fin aux autorisations de tous les nouveaux projets d'infrastructure liés aux combustibles fossiles et interdire les baux de location et les forages de combustibles fossiles au niveau fédéral.

Pourtant, il a toujours fait pression pour une production accrue de pétrole et en 2021, il a accordé davantage de licences de location pour l'exploitation de pétrole et de gaz sur les terres fédérales que Trump ne l'a fait au cours de la première année de sa présidence. Alors, de qui se moque-t-il lorsqu'il parle d'user de son pouvoir de prendre des décrets pour faire face à l'urgence climatique?

Pour ce qui est des autorisations supplémentaires de production et de permis, il existe une excuse: l'ordre en a été donné par le pouvoir judiciaire de droite. Que l'excuse soit valable ou qu'elle soit un prétexte, on peut en débattre. La réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie devrait rapprocher encore davantage l'aiguille des minutes de l'horloge de l'apocalypse de minuit, en allant à l'encontre des efforts déjà limités qui avaient été déployés pour aller vers une énergie durable.

Là encore, on peut débattre de la mesure dans laquelle ce choix a été contraint. La portée des décrets est limitée, et la Cour pourrait à nouveau recourir à sa doctrine des «questions majeures» [ cette doctrine soutient que les tribunaux ne doivent pas s'en remettre aux interprétations statutaires des agences lorsqu'il s'agit de questions d'une "grande importance économique ou politique", NdT] pour accélérer la course à la catastrophe, comme elle l'a fait dans l'affaire *West Virginia contre EPA*.



**La pire réponse à l'anxiété climatique : Le mieux-être (ILLUSTRATION BY EVANGELINE GALLAGHER)**

On peut en tirer une conclusion avec une certaine confiance. À moins que ne se développe un mouvement populaire de masse suffisamment puissant pour briser les nombreuses barrières, l'humanité est confrontée à un destin amer. Le rapport du Pew Research Center cité précédemment révèle qu'une majorité écrasante d'Américains est favorable à la plantation de mille milliards d'arbres pour absorber les émissions de carbone et à l'octroi d'un crédit d'impôt aux entreprises afin que celles-ci développent des technologies permettant de capturer et de stocker les émissions de carbone.

Ces résultats confirment des opinions publiques convergentes lorsqu'il s'agit de politique climatique, telles qu'elles ont été recueillies par les enquêtes du Pew au cours des années passées, ce qui semble indiquer que la vision du Green New Deal n'a pas encore fait son chemin dans l'Amérique traditionnelle. Si tel est le cas, qu'est-ce qui a mal tourné ? Et qu'en est-il de la perspective de mise en œuvre d'un Green New Deal mondial, qui a été lancé pour la première fois par le Projet environnemental des Nations unies en 2009 ?

Les deux politiques privilégiées ont une caractéristique commune : aucune réduction de l'utilisation des combustibles fossiles — ou réduction des profits pour le conglomérat des combustibles fossiles (les producteurs, les banques, les sociétés autrement impliquées dans l'empoisonnement de l'atmosphère).

Le message le plus difficile à faire passer est que nous devons prendre des mesures sérieuses dès maintenant pour faire face au défi menaçant, qui est sous nos yeux en ces jours brûlants. Plus nous tardons, plus les obstacles seront redoutables, plus le coût et les souffrances seront élevés. Nous pouvons voir ce qui a mal tourné. Nous savons parfaitement comment gouverner le Titanic pour l'éloigner des icebergs, il n'y a pas de mystère. Il est encore temps.

Je vais répéter une chose si évidente qu'elle ne devrait même pas avoir à être énoncée. Les efforts doivent être communs, en tous lieux. Et surtout, cela signifie une coopération entre les grandes puissances, aussi difficile que cela puisse être à concevoir en ce moment.

Cela signifie qu'il faut se préoccuper des victimes les plus miséreuses et les plus martyrisées, qui ne sont en rien responsables de la crise créée par les riches dans les sociétés riches, mais qui seront les personnes punies plus sévèrement que quiconque.

Cela signifie qu'il faut se préoccuper des espèces qui fertilisent la terre et qui sont détruites par notre bêtise et notre cruel mépris pour les conséquences de ce que nous faisons à notre maison commune.

Copyright © Truthout. Ne peut être réimprimé sans autorisation.